COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
Du 16 au 22 avril 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Changement Climatique.....3

- **La COI co-organise deux comités du Programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale sur le changement climatique**

Conférence de Coopération Régionale à Saint-Denis.....7

- **L'urgence d'une autre politique : le co-développement régional**
- **Le PCR demande à l'ambassadeur de France, Luc Hallade, de rendre public le contenu des APE**
- **Pas un mot sur les ape et l'évolution institutionnelle de la réunion**

Santé.....19

- **L'atelier COI-OIM de validation de la stratégie régionale migration et santé aux Seychelles**
- **Les représentants de la région discutent d'une stratégie migration et santé**

Economie.....29

- **Union des Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien: Changement de présidence**

Pêche.....30

- **IOC-SmartFish Value Chain Regional Event in Mwanza**
- **Surpêche : Greenpeace lance une expédition dans l'océan Indien**

Tourisme.....33

- **Tourisme durable : Valorisation des us et coutumes de chaque région**

Biodiversité.....35

- **Blanchissement des coraux : les acteurs de la région indianocéanique se mobilisent**

Développement durable.....37

- **Seychelles contributes to enhancing World Bank's blue economy development framework**

Changement Climatique

La COI co-organise deux comités du Programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale sur le changement climatique

Apr 17, 2016

La Commission de l'Océan Indien co-organise 2 comités du Programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale sur le changement climatique.
Ces 2 réunions se tiendront de 25 au 28 avril prochains au siège de la COI à Ebène.
Il s'agit, entre autres, de faciliter le dialogue et les échanges de bonnes pratiques parmi les petits États insulaires en développement d'Afrique-Caraïbes- Pacifique.
A noter que l'Alliance mondiale sur le changement climatique a été créée par l'Union européenne en 2007 en vue de renforcer le dialogue et la coopération avec les pays en développement notamment les pays moins avancés et les petits états insulaires en développement.

http://mbc.intnet.mu/article/la-coi-co-organise-deux-comit%C3%A9s-du-programme-intra-acp-de-lalliance-mondiale-sur-le

La COI co-organise deux comités du Programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale sur le changement climatique

Vendredi 15 Avril 2016

25-26 avril 2016 : 3e Comité technique du Programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale sur le changement climatique (AMCC).

27-28 avril 2016 : 5e Comité de pilotage du Programme AMCC Intra-ACP.

Les deux réunions se déroulent au siège de la COI, à Ebène, Maurice. Elles ne sont pas ouvertes à la presse, mais des informations complémentaires sont disponibles grâce aux contacts ci-dessous.

Le Comité technique :

Objectifs : faciliter le dialogue et les échanges de bonnes pratiques parmi les petits Etats insulaires en développement d'Afrique-Caraïbes-Pacifique (PEID ACP) ; identifier les actions prioritaires de promotion de la coopération et de la coordination inter et intra régionale.

Sujets débattus : les plans nationaux d'adaptation au changement climatique ; la gestion des ressources marines et côtières des PEID ; l'économie bleue.

Participants : les représentants des organisations régionales ACP ; les PEID africains ; les représentants de haut niveau de la Délégation de l'Union européenne, du ministère de l'Environnement mauricien ; la délégation des co-organisateurs (COI et Secrétariat ACP).

Le Comité de pilotage :

Objectifs : discuter les avancées, les résultats, les obstacles de la 1ère phase du programme ; identifier les actions prioritaires et les plans d'action pour la 2e phase.

Participants : la délégation des co-organisateurs (COI et Secrétariat ACP) ; les représentants des organisations régionales ACP ; les PEID africains ; les représentants de haut niveau de la Délégation de l'Union européenne, du ministère de l'Environnement mauricien.

L'AMCC a été créée par l'Union européenne en 2007 en vue de renforcer le dialogue et la coopération avec les pays en développement, notamment les pays les moins avancés et les PEID. Elle fait partie des initiatives les plus importantes dans le monde dans le domaine du changement climatique.

En encourageant un dialogue et une coopération efficaces sur le changement climatique, l'Alliance aide les pays en développement les plus vulnérables à accroître leurs capacités à s'adapter aux effets du changement climatique. L'Alliance aide également ces pays à participer à l'effort mondial d'atténuation du changement climatique lorsque cela peut apporter une contribution à leurs objectifs de réduction de la pauvreté. Elle appuie 51 programmes à travers le monde, dont le programme Intra-ACP.

Le programme AMCC Intra-ACP soutient les membres du Groupe des Etats ACP face au défi que représente le changement climatique pour leur développement. Pour ce faire, le programme propose une assistance technique, promeut le partage de connaissances, engage un dialogue régional et facilite le partenariat régional sur les problématiques de changement climatique.

http://www.zinfos974.com/La-COI-co-organise-deux-comites-du-Programme-Intra-ACP-de-l-Alliance-mondiale-sur-le-changement-climatique_a100050.html

Le Matinal

La COI co-organise deux comités du Programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale

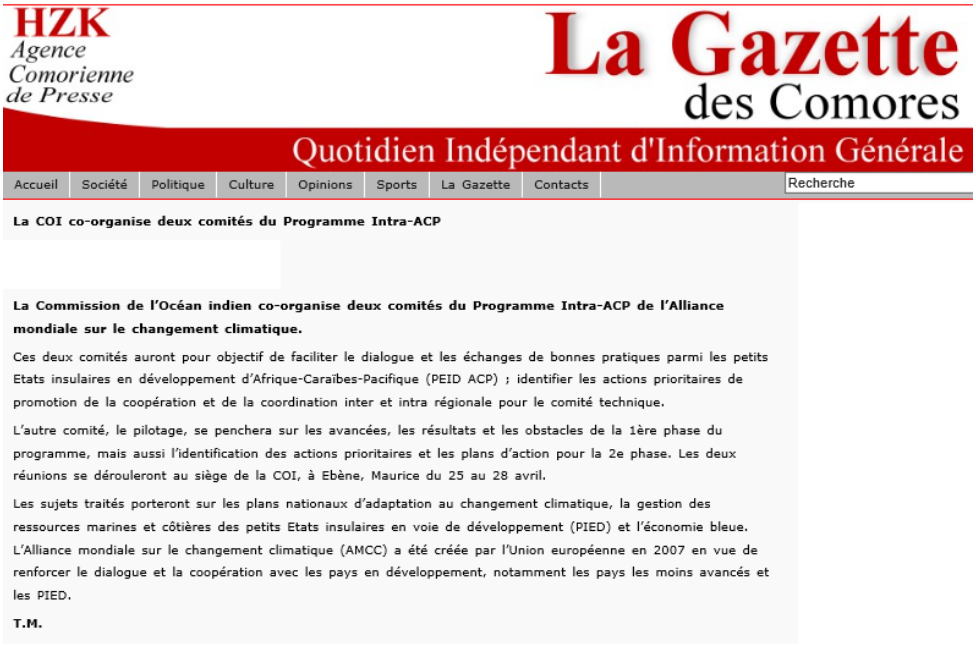
Le Matinal 20, avril 2016

La COI organisera du 25 au 26 avril 2016 le 3ème Comité technique du Programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale sur le changement climatique (AMCC). Puis, du 27 au 28 avril 2016, se tiendra le 5ème Comité de pilotage du Programme AMCC Intra-ACP. Les deux réunions se déroulent au siège de la COI, à Ebène, Maurice.

L'AMCC a été créée par l'Union européenne en 2007 en vue de renforcer le dialogue et la coopération avec les pays en développement, notamment les pays les moins avancés et les PEID (Petits États Insulaires en Développement). Elle fait partie des initiatives les plus importantes dans le monde, dans le domaine du changement climatique. A travers un dialogue et une coopération, l'Alliance aide les pays en développement les plus vulnérables à accroître leurs capacités à s'adapter aux effets du changement climatique. L'Alliance aide aussi ces pays à participer à l'effort mondial d'atténuation du changement climatique, lorsque cela peut apporter une contribution à leurs objectifs de réduction de la pauvreté. Elle appuie 51 programmes à travers le monde, dont le programme Intra-ACP. Le programme AMCC Intra-ACP soutient les membres du Groupe des États ACP face au défi que représente le changement climatique pour leur développement. Le programme propose donc une assistance technique, promeut le partage de connaissances, engage un dialogue régional et facilite le partenariat régional sur les problématiques du changement climatique. Les représentants des organisations régionales ACP, les PEID africains, les représentants de haut niveau de la Délégation de l'Union européenne, du ministère de l'Environnement mauricien, et la délégation des co-organisateurs (COI et Secrétariat ACP) participeront à l'atelier de la COI. Parmi les sujets débattus : les plans nationaux d'adaptation au changement climatique, la gestion des ressources marines et côtières des PEID et l'économie bleue.



Illustration d'une plage en érosion, l'une des causes du changement climatique.



HZK
Agence Comorienne de Presse

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Information Générale

Accueil | Société | Politique | Culture | Opinions | Sports | La Gazette | Contacts | Recherche

La COI co-organise deux comités du Programme Intra-ACP

La Commission de l'Océan indien co-organise deux comités du Programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale sur le changement climatique.

Ces deux comités auront pour objectif de faciliter le dialogue et les échanges de bonnes pratiques parmi les petits Etats insulaires en développement d'Afrique-Caraïbes-Pacifique (PEID ACP) ; identifier les actions prioritaires de promotion de la coopération et de la coordination inter et intra régionale pour le comité technique.

L'autre comité, le pilotage, se penchera sur les avancées, les résultats et les obstacles de la 1ère phase du programme, mais aussi l'identification des actions prioritaires et les plans d'action pour la 2e phase. Les deux réunions se dérouleront au siège de la COI, à Ebène, Maurice du 25 au 28 avril.

Les sujets traités porteront sur les plans nationaux d'adaptation au changement climatique, la gestion des ressources marines et côtières des petits Etats insulaires en voie de développement (PIED) et l'économie bleue. L'Alliance mondiale sur le changement climatique (AMCC) a été créée par l'Union européenne en 2007 en vue de renforcer le dialogue et la coopération avec les pays en développement, notamment les pays les moins avancés et les PIED.

T.M.

http://www.lagazettedescomores.com/spip.php?article3822

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

L'urgence d'une autre politique : le co-développement régional

Ouverture aujourd'hui de la conférence de coopération régionale, le PCR propose une autre voie

Manuel Marchal
21 avril 2016

À la veille de la conférence sur la coopération régionale organisée à Saint-Denis et présidée par la France, le Parti communiste réunionnais a tenu hier une conférence de presse. Représenté par les secrétaires généraux Yvan Dejean et Ary Yée Chong Tchi Kan, le PCR a présenté sa vision des relations entre les peuples de la région, le co-développement régional. Ce n'est pas celle qui est présentée dans le programme de la conférence qui oublie de traiter des accords de partenariat économique décisifs pour la production réunionnaise. Le PCR propose d'aller vers le co-développement qui a pour préalable la définition d'une stratégie globale commune aux peuples de notre région. Ce co-développement est dans la droite ligne de la conférence de Mahé en 1978. Elle avait jeté les bases de la COI sur la base de propositions visant à sortir du sous-développement colonial et de la division imposée par le colonisateur, afin de créer un espace d'échange et de développement.



Ary Yée Chong Tchi Kan et Yvan Dejean.

Yvan Dejean rappelle en préambule que le PCR a, de longue date, une vision pour les rapports entre les peuples de la région. Il souligne que dans les années 70, quand nos dirigeants parlaient de coopération, ils étaient taxés de séparatisme. La tenue d'une réunion telle que celle d'aujourd'hui montre le chemin parcouru.

Ary Yée Chong Tchi Kan revient sur un thème très fort du PCR : comment garder les acquis de la France et de l'Europe, tout en permettant l'intégration de La Réunion dans sa région.

« Il faut des conditions pour cette intégration. Les conditions s'éloignent », déplore-t-il, « Nous sommes en train de gâcher la chance de La Réunion, dans un ensemble qui comportera 60 millions d'habitants dans 20 ans ».

Conférence fondatrice aux Seychelles

Pour étayer son argumentation, il fait un retour sur la rencontre du 27 au 29 avril 1978 à Mahé aux Seychelles. Elle a réuni les organisations politiques et partis progressistes des îles de l'océan Indien. Ceux qui étaient présents avaient jeté les bases d'une réflexion : comment allons-nous sortir du sous-développement colonial, de la division imposée par le colonisateur et créer un espace d'échange et de développement.

La Réunion était représentée par le PCR, Témoignage Chrétien de La Réunion et le Mouvement des radicaux.

À l'issue de ces 2 journées, Madagascar, Maurice et les Seychelles ont pris la décision de créer la Commission de l'océan Indien, organisation d'États. Ce fut fait en 1984. En 1986, c'est l'adhésion à la COI des Comores et de La Réunion, sous le patronage de la France, car La Réunion n'était pas un état.

Entre 1978 et 1986, les anciens colonisés se sont regroupés, organisés et ont jeté les bases d'une communauté d'avenir. Le programme reprenait la réflexion de 1978 avec deux objectifs : développement durable et la paix.

30 ans plus tard, « la France nomme un fonctionnaire, ambassadeur, pour nous représenter auprès de nos voisins. Mme Ledoux qui avait inauguré la COI, elle est remplacée. C'est lui qui va présider la séance consacrée demain à la coopération ».

« Développement d'un néo-colonialisme »

Ces faits font dire au PCR « que le gouvernement a instrumentalisé La Réunion. Pour nous c'est une régression historique, une erreur stratégique

et une faute politique ». En effet, ajoute Ary Yée Chong Tchi Kan, « l'idée de créer un espace commun d'avenir était un projet d'intégration régionale pour corriger les effets de plusieurs siècles de colonisation. La France n'était pas une colonie mais un pays colonisateur, La Réunion était le pays colonisé ».

Au lieu d'être en capacité de célébrer dans quelques jours l'anniversaire de la conférence fondatrice de Mahé, « nous assistons au développement d'un néo-colonialisme ».

Avant, Paul Vergès était dans toutes les réunions et représentait la France. Aujourd'hui, « on a une crise de confiance, car on ne fait pas confiance à des Réunionnais pour représenter les Réunionnais ».

Et l'accord de partenariat économique ?

Le programme de la conférence porte sur la sécurité maritime, le climat et le développement économique. « Pas un mot sur les accords de partenariat économique qui alimentent les inquiétudes des producteurs réunionnais », précise le secrétaire général du PCR, « des inquiétudes qui augmentent depuis le sommet de la COI à Moroni le 23 août 2014 ».

Dans la déclaration finale du sommet, le nom de La Réunion n'est même pas mentionné. « On n'avait jamais vu cela ». Les chefs d'État demandent à la COI d'agir pour accélérer la signature définitive de l'APE définitif avec l'Union européenne. L'APE est un accord commercial qui permet le libre-échange entre l'Union européenne et les pays voisins. En tant que région de l'Union européenne, La Réunion est concernée, et elle est le marché européen le plus proche de ces pays.

« Pourquoi le PCR est-il le seul à en parler ? » Or, une feuille de route a été définie et inscrite dans le temps. Sur chaque produit, les états voisins et l'Europe vont négocier pied à pied en fonction de leurs intérêts stratégiques et de leurs peuples. « Nous en subirons les conséquences et la France qui a pris notre place n'a même pas droit au chapitre. Elle n'a qu'un statut d'observateur ».

Le PCR demande de publier le bilan des discussions sur les APE engagées au nom des Réunionnais, et dont les Réunionnais paieront les conséquences. « Que ceux qui ont pris la place des Réunionnais exposent publiquement le contenu des listes de produits, et les conditions de la négociation. Car tout ce qui est produit à La Réunion peut l'être dans les pays voisins », demande Ary Yée Chong Tchi Kan, « pourquoi une chose aussi simple est-elle si difficile ? La mentalité néo-coloniale a pris le dessus ».

Co-développement pour éviter l'affrontement

Pour sa part, le PCR pose le problème des relations en termes de co-développement pour éviter l'affrontement. C'est la discussion des conditions de la coopération, pour éviter la concurrence exacerbée. C'est un appel à sortir à la mentalité de division issue de la colonisation. « Entre voisins, allons traiter nos problèmes de voisinage entre nous ».

Mais ce co-développement n'est pas la priorité de la réunion d'aujourd'hui.

On parlera de la sécurité maritime, cela relève des accords bilatéraux entre la France et ces pays. La France a des ambassadeurs dans chacun de ces pays pour régler ces problèmes.

Concernant le climat, le PCR rappelle la richesse d'expériences à La Réunion. La rencontre de l'UICN organisée par la Région en 2008, le sommet du co-développement durable dans l'océan Indien à La Réunion la même année. Juste avant le dernier sommet de la COI, Paul Vergès avait déposé un projet d'initiative parlementaire concernant l'océan Indien. Le secrétaire général de la COI s'était félicité de cette proposition. Au sommet de la COI, François Hollande ne l'a pas utilisée. Paul Vergès préside l'ONERC depuis 14 ans, avec un rapport tous les ans, déposé auprès du gouvernement.

Changer de voie

Le potentiel du co-développement nécessite une réflexion globale, avec la perspective d'une région de 60 millions d'habitants dans 30 ans. Cette dynamique démographique replace La Réunion dans une dynamique historique, elle la fait participer à un grand projet d'avenir.

C'est pourquoi Paul Vergès insiste sur la nécessité de la francophonie, et sur l'université de l'océan Indien pour former les cadres pour 60 millions d'habitants. C'est une dynamique pour tout le siècle. Ce potentiel, ce sont les organisations et partis progressistes de l'océan Indien ont eu cette vision.

Le PCR appelle donc à changer de voie. Car le chemin de cette coopération régionale n'aide pas à la responsabilisation des Réunionnais. Le PCR réclame d'urgence la réflexion et la discussion sur le co-développement régional, développement partagé et solidaire qui n'a rien à voir avec la coopération décentralisée d'une collectivité. « Sortons de cette dérive qui relève du retour de la mentalité coloniale. Au cours de ces 30 dernières années, jamais un président de la République n'a agi de la sorte en imposant un fonctionnaire pour parler à la place des Réunionnais », conclut le PCR.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/l-urgence-d-une-autre-politique-le-co-developpement-regional,86050

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Le PCR demande à l'ambassadeur de France, Luc Hallade, de rendre public le contenu des APE

21 avril 2016

« Nous célébrons cette année les 70 ans de la loi du 19 mars 1946. Le PCR en a profité pour éditer une brochure dans laquelle il appelle au rassemblement avec un sous-titre : "Mettre fin au néo-colonialisme". L'occasion nous est donné d'illustrer un cas grave. »



L'ambassadeur de France à la tribune lors de l'ouverture de la conférence de coopération régionale.

Comment a été construite la coopération régionale ?

La coopération régionale est l'œuvre des partis politiques et organisations progressistes des îles de l'Océan Indien. Les Comores, La Réunion, Maurice, les Seychelles et Madagascar ont été colonisés par la France ou l'Angleterre. Leurs représentants ont décidé de se retrouver. En 1978, du

27 au 29 avril, une Conférence a eu lieu à Mahé aux Seychelles afin d'examiner les conditions du développement post-colonial. Pendant des siècles, nos pays étaient divisés alors qu'ils sont voisins. Pendant des siècles, ils étaient des sujets du colonisateur, ils voulaient cette fois être des acteurs. La Conférence fut un succès et jeta les bases de la COI.

En 1984, la COI est créée, à Mahé, par Madagascar, Maurice et les Seychelles. En 1986, c'est l'adhésion des Comores et de La Réunion, sous le patronage de la France puisque La Reunion n'est pas un Etat. Ainsi, en 8 ans, les colonisés se sont organisés et jetés les bases d'une communauté d'avenir. Le programme reprend les réflexions de la Conférence de 1978, il vise le Développement Durable et la Paix dans l'Ocean Indien.

Au bout de 3 décennies, la France nomme un fonctionnaire, un ambassadeur, pour représenter La Reunion auprès de nos voisins. Madame Ledoux a inauguré la série. Elle est partie, remplacée par M. Hallade. La France a ainsi instrumentalisé La Réunion.

C'est une régression historique, une erreur stratégique et une faute politique.

La coopération entre nos îles était un projet d'intégration régionale pour corriger les effets de plusieurs siècles de colonisation. La colonie ce n'est pas la France. Au lieu d'une grande fête anniversaire populaire pour encourager ce beau projet, nous assistons au développement d'un néo-colonialisme. Pour quels résultats ?

Le programme des 2 jours de rencontre comportent 3 dossiers : la sécurité maritime, le climat et le développement économique. Pas un mot sur les APE qui alimentent les inquiétudes des Réunionnais.

En effet, le Sommet des Chefs d'Etat de la COI qui s'est tenu à Moroni, le 23 aout 2014, s'est achevé par l'adoption d'une Déclaration finale. Pas une fois, le nom de La Réunion y est mentionné. Même pas par le Président de la République Française, François Hollande. Seul, le Président malgache y a fait référence. C'est clair : la France s'est imposée comme partenaire à part entière. La Réunion a été effacée de l'Histoire. C'est une régression historique.

La rencontre de 22 et 23 avril pourrait donner l'impression d'un rattrapage. Elle se tient à La Réunion, les Présidents des Collectivités pourront intervenir. Des ateliers sont ouverts au public. Un député fera la clôture. Mais, hélas, mille fois hélas, qui a fixé les thématiques, donc les priorités ?

Revenons au Sommet de Moroni. Il y a 2 ans, les Chefs d'Etat signataires ont fixé à la COI un objectif clair : accélérer la signature définitive des APE.

"Le Sommet salue le rôle joué par la COI dans la conclusion des négociations de l'Accord de Partenariat Economique (APE) intérimaire avec l'Union européenne.
Il demande une mise en œuvre efficace de cet accord avec le soutien de la COI et de ses partenaires.
Les chefs d'Etat et de gouvernement souhaitent une conclusion rapide d'un APE complet dans lequel le groupe Comores – Madagascar – Maurice – Seychelles (CMMS) pourrait jouer un rôle significatif. Ils souhaitent également que la COI participe activement à sa mise en œuvre. La France y participera en qualité d'observateur."

Le mandat court actuellement, avec un bilan au prochain sommet. C'est concret. C'est daté. Il n'y a personne pour défendre nos intérêts. Les Comoriens, Malgaches, Mauriciens et Seychellois discuteront pied à pied avec les représentants Européens pour tenter de sauver les intérêts stratégiques, économiques et sociaux de leur peuple. Sur chaque produit à commercialiser, il y a des débats. Les Réunionnais paieront les conséquences car nous nous avons été effacés du radar et la France qui a pris notre place n'a même pas voix au chapitre car, elle n'a qu'un statut "d'observateur". C'est triste la mentalité néo-coloniale.

Pendant ce temps, l'ambassadeur refait le monde. La sécurité maritime relève de la coopération bilatérale, de la compétence régalienne de la France.

Le climat et le Développement Durable : le sénateur Paul Vergès a déposé au Sénat une proposition d'initiative dans le cadre de la COP21, en 2014. La COI s'est félicité de ce projet global pour nos îles. La Présidence Française peut toujours reprendre le projet. Sinon qu'allons-nous apprendre de plus après les sommets sur le développement durable de la COI et la rencontre de l'IUCN qui se sont déjà tenus à La Reunion ? Par contre, nous serions curieux de voir comment l'ambassadeur de France va décliner le cadre fixé par les Accords de Paris qui sera officiellement ratifié à New York le même jour. Faut-il souligner le bilan de Paul Vergès comme Sénateur et Président de l'Onerc ?

Nous espérons qu'aucun Réunionnais ne va s'abaisser à donner vie à cette politique qui tourne le dos aux intérêts de La Réunion.

Pour le Parti Communiste Réunionnais,
Ary Yée-Chong-Tchi-Kan,
Co-Secrétaire Général.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/le-pcr-demande-a-l-ambassadeur-de-france-luc-hallade-de-rendre-public-le-contenu-des-ape,86065

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

PAS UN MOT SUR LES APE ET L'ÉVOLUTION INSTITUTIONNELLE DE LA RÉUNION :

CONFÉRENCE DE COOPÉRATION RÉGIONALE À SAINT-DENIS

Manuel Marchal
22 avril 2016

Dans les discours tenus hier lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence de coopération régionale, deux données étaient absentes : les accords de partenariat économique et la suppression de l'alinéa 5 de la Constitution qui bloque l'évolution institutionnelle de La Réunion. Or l'intégration de La Réunion dans sa région se fera dans le cadre fixé par l'accord de partenariat économique que signeront les pays voisins et l'Union européenne, tandis que l'évolution nécessaire des compétences des collectivités reste bloquée par un verrou imposé spécifiquement à La Réunion.



La tribune à l'ouverture de la conférence de coopération régionale, avec l'ambassadeur de France au micro.

La conférence de coopération régionale a débuté hier par une cérémonie d'ouverture puis ont suivi trois ateliers sur la sécurité, le climat et la connectivité. Outre de hauts fonctionnaires et des élus, le sénateur Paul Vergès a participé aux travaux.

Luc Hallade, ambassadeur de France à la coopération régionale, a prononcé le mot de bienvenue en situant le cadre. Il s'agit de débattre d'affaires franco-françaises, avec une ouverture à la Commission de l'océan Indien représentée par son secrétaire général Jean-Claude de l'Estrac, et à l'Union européenne avec la présence de Marjaana Sall, chef de la délégation de l'Union européenne à Maurice.

Un autre fonctionnaire, Pierre Pougnaud, rapporteur général de la Commission de coopération décentralisée, est ensuite intervenu sur ce thème. Il a d'abord décrit le concept de France de l'océan Indien, une entité regroupant La Réunion, Mayotte et les Terres australes et antarctiques. Il a également déclaré que l'État a fait le choix de la confiance dans la coopération décentralisée des collectivités.

Le rôle de l'Union européenne

Marjaana Sall a expliqué le travail de la délégation de l'Union européenne qu'elle dirige. Cette représentation diplomatique traite des relations avec Maurice, les Comores, les Seychelles et la COI. L'Union européenne subventionne des actions à Maurice à hauteur de 10 millions d'euros, 68 millions pour les Comores et 2 millions pour les Seychelles.

Marjaana Sall a souligné que l'Union européenne est le principal partenaire financier et technique de la Commission de l'océan Indien. Elle contribue à hauteur de 80 % dans les actions menées par la COI. Les projets en cours concernent les Petits États insulaires en développement (PEID), l'économie bleue, l'économie verte.

Dans le FED (Fonds européen de développement), programme de 6 ans, 50 millions d'euros sont prévus pour la COI. 33 millions visent à soutenir des actions de gestion durable, 7 millions pour l'intégration économique, 5 millions pour paix et sécurité, et 5 millions pour le renforcement des capacités.

La représentante de l'Union européenne dans la région a salué le rôle accru de la COI dans la défense des intérêts des PEID, et dans la lutte contre le changement climatique avec notamment une déclaration commune avec l'Union européenne signée à Paris lors de la COP21.

Représentant le Conseil départemental, Daniel Gonthier a mis l'accent sur la francophonie. Il a rappelé la tenue à Madagascar en novembre du Sommet de la Francophonie, où il sera question du rôle de La Réunion dans cet ensemble. Il a aussi souligné les nouvelles opportunités apportées par la loi Letchimy. Le vice-président du Département a également donné un coup de projecteur sur les actions de sa collectivité. Ce sont notamment les chantiers d'insertion qui permettent à des Réunionnais privés d'emploi et n'ayant pour seul revenu que le RSA de partir en mission dans les pays de notre région, afin de promouvoir la francophonie.

Président de la Région, Didier Robert a estimé que l'avenir de La Réunion se jouera sur sa capacité à se projeter sur les marchés des îles et de l'océan Indien. Il plaide pour des relations directes dans le domaine économique, avec le principe d'une diplomatie au service de l'économie pour la France de l'océan Indien.

Les projets de la COI

Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, a rappelé que l'océan Indien est un espace de rivalités et de convoitises. Aux côtés des États-Unis et de la France, l'Inde et la Chine mènent une diplomatie active. Il a aussi souligné que la piraterie a coûté 75 milliards de dollars.

Pour réduire la dépendance de la COI à l'Union européenne et à l'OTAN, la COI mise sur la création d'un centre d'action mer aux Seychelles, et d'un centre de fusion des informations maritimes à Madagascar. Ils seront la clé de voûte de la sécurité maritime dans notre région. Sur ce plan, il a indiqué que « le pillage des ressources halieutiques, les flux financiers illicites, les trafics de drogues et d'êtres humains alimentent des réseaux qui peuvent menacer la stabilité des États.

Jean-Claude de l'Estrac a affirmé que la stabilité sociale est le meilleur rempart contre ces dérives. Il a évoqué le projet de sécurité alimentaire régionale, salué lors d'une réunion de la FAO à Abidjan. Il a aussi dit que la prévention des risques sanitaires est toute aussi importante. Un domaine dans lequel « nous comptons beaucoup sur les capacités techniques de La Réunion, son expertise ».

Concernant la lutte contre le changement climatique, la COI présentera son Plan climat en septembre prochain. L'accès au Fonds vert pour le climat amènera des moyens supplémentaires. Doté de 14 milliards de dollars, ce fonds mondial peut financer pour moitié des actions d'adaptation. Le quart de ce fonds est destiné aux projets des îles.

Baisser le prix des billets d'avion

Enfin, sur la connectivité, le secrétaire général de la COI a annoncé un plan de modernisation des ports, et souligné l'importance de la création d'une compagnie maritime régionale. Pour le numérique, Jean-Claude de l'Estrac a présenté le projet d'un nouveau câble à haut-débit. Cette infrastructure pourra améliorer la situation à condition que les opérateurs sortent des logiques monopolistiques qui font monter les prix. Ces derniers sont aujourd'hui trois fois plus élevés dans notre région qu'en Afrique australe.

Enfin, il s'est félicité de la création de l'Alliance vanille regroupant les quatre compagnies aériennes régionales. Il a souhaité que cette coopération puisse faire baisser le prix du billet d'avion. La ligne La

Réunion-Maurice est la plus chère au kilomètre. Il a aussi mis en évidence l'intérêt d'une compagnie régionale dans ses dessertes et sa participation.

Le préfet Dominique Sorain a conclu la cérémonie d'ouverture. Après avoir rappelé le programme de la conférence, il a émis le vœu que les échanges commerciaux se développent entre les îles, car ces derniers ne représentent que 5 % du total aujourd'hui. Il a également insisté sur l'amélioration des relations des îles entre elles et avec l'Afrique et l'Asie. La multiplication des liaisons devrait réduire les prix du transport.

Selon lui, un point commun à toutes les îles de notre région est le chômage. La création d'emplois doit donc être la priorité.

Il a conclu en revenant sur quelques atouts des îles de la COI : une langue partagée et une situation géographique intéressante.

Pas un mot sur les APE

Au final, des discours pétris de bonne intentions. Mais comme l'a constaté le sénateur Paul Vergès, ces prises de position ont oublié deux aspects importants. Le premier est la suppression de l'alinéa 5 de la Constitution, c'est une disposition spécifique à La Réunion qui limite considérablement le champ d'action des collectivités. Cela pose problème pour appliquer les dispositions contenues dans la proposition de loi Letchimy qui veut d'élargir les compétences des Régions et Départements dans le domaine de la coopération régionale.

Le second est l'absence des accords de partenariat économique. Ces APE sont actuellement négociés par les pays voisins avec l'Union européenne. Ils prévoient l'ouverture du marché européen à leurs productions. Or La Réunion est la région européenne la plus proche pour eux, et ils produisent les mêmes marchandises que La Réunion à un coût plus faible. Comme le craignait le PCR dans sa conférence de presse la veille, les APE ne sont pas à l'ordre du jour de cette conférence. Ce sont pourtant ces APE qui fixeront le nouveau cadre qui s'imposera à l'économie réunionnaise.

M.M.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/pas-un-mot-sur-les-ape-et-l-evolution-institutionnelle-de-la-reunion,86071

Santé

L'atelier COI-OIM de validation de la stratégie régionale migration et santé aux Seychelles

18 AVRIL 2016

Les Seychelles accueillent les 20 et 21 avril l'atelier COI-OIM de validation de la stratégie régionale migration et santé, à l'hôtel Savoy, Beau-Vallon.

L'objectif de cet atelier est de permettre aux pays membres de la COI de valider la stratégie régionale migration et santé. L'atelier vise aussi à développer un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie à l'horizon 2018.

Y participeront les représentants des ministères des Affaires étrangères, de la Santé et de l'Intérieur des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles ainsi que de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

La cérémonie d'ouverture verra la participation de hautes personnalités seychelloises ainsi que Dr Erick Ventura, directeur du projet PHAMESA du Bureau régional de l'OIM basé à Pretoria, M. Timon Van Lidth, chef du Bureau de l'OIM à Maurice et Mme Koulthoum Djamadar, chargée de mission de la COI.

L'Indianocéanie connaît actuellement une augmentation des flux migratoires qui, tout en apportant des avantages économiques, posent des défis dont celui de la santé des migrants. Plusieurs facteurs d'ordre

structurel et individuel ont été notés comme influençant le bien-être des migrants (pauvreté, discrimination, barrières linguistique et culturelle, pratiques des migrants en matière de santé, séparation familiale…). A cela, il faut ajouter les conditions de précarité souvent rencontrées dans le pays d'accueil.

La COI et l'OIM travaillent avec les Etats membres (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et la France / Réunion en tant qu'observateur) en vue d'élaborer la première Stratégie régionale sur la migration et la santé. Cette stratégie vise à améliorer la gestion de la santé des migrants et des communautés touchées par la migration dans la région de l'océan Indien en dressant une liste des actions prioritaires à mener à bien d'ici 2018. Le projet de stratégie est centré sur le renforcement des capacités des Etats membres à mettre en place des actions fondées sur des éléments factuels en matière de migration et de santé ; sur la promotion de la disponibilité et de l'accès aux services de santé en faveur des migrants ; sur le renforcement de la coordination et des partenariats multisectoriels sur la migration et la santé ; et sur la défense de programmes nationaux et régionaux consacrés à la migration et à la santé.

Cette initiative s'inscrit dans le programme de Partenariat pour la santé et la mobilité en Afrique de l'Est et en Afrique australe (PHAMESA) financé par l'Agence suédoise pour la coopération internationale au développement. Son objectif global est de contribuer à améliorer les normes du bien-être physique, mental et social des migrants et des populations concernées par la migration en Afrique orientale et australe, afin qu'ils puissent mieux contribuer au développement social et économique de leurs communautés.

http://www.africa1.com/spip.php?article66673

L'atelier COI-OIM de validation de la stratégie régionale migration et santé aux Seychelles

18 avril 2016

Les Seychelles accueillent les 20 et 21 avril l'atelier COI-OIM de validation de la stratégie régionale migration et santé, à l'hôtel Savoy, Beau-Vallon.

L'objectif de cet atelier est de permettre aux pays membres de la COI de valider la stratégie régionale migration et santé. L'atelier vise aussi à développer un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie à l'horizon 2018.

Y participeront les représentants des ministères des Affaires étrangères, de la Santé et de l'Intérieur des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles ainsi que de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

La cérémonie d'ouverture verra la participation de hautes personnalités seychelloises ainsi que Dr Erick Ventura, directeur du projet PHAMESA du Bureau régional de l'OIM basé à Pretoria, M. Timon Van Lidth, chef du Bureau de l'OIM à Maurice et Mme Koulthoum Djamadar, chargée de mission de la COI.

L'Indianocéanie connaît actuellement une augmentation des flux migratoires qui, tout en apportant des avantages économiques, posent des défis dont celui de la santé des migrants. Plusieurs facteurs d'ordre structurel et individuel ont été notés comme influençant le bien-être des migrants (pauvreté, discrimination, barrières linguistique et culturelle, pratiques des migrants en matière de santé, séparation familiale…). A cela, il faut ajouter les conditions de précarité souvent rencontrées dans le pays d'accueil.

La COI et l'OIM travaillent avec les Etats membres (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et la France / Réunion en tant qu'observateur) en vue d'élaborer la première Stratégie régionale sur la migration et la santé. Cette stratégie vise à améliorer la gestion de la santé des migrants et des communautés touchées par la migration dans la région de l'océan Indien en dressant une liste des actions prioritaires à mener à bien d'ici 2018. Le projet de stratégie est centré sur le renforcement des capacités des Etats membres à mettre en place des actions fondées sur des éléments factuels en matière de migration et de santé ; sur la promotion de la disponibilité et de l'accès aux services de santé en faveur des migrants ; sur le renforcement de la coordination et des partenariats multisectoriels sur la migration et la santé ; et sur la défense de programmes nationaux et régionaux consacrés à la migration et à la santé.

Cette initiative s'inscrit dans le programme de Partenariat pour la santé et la mobilité en Afrique de l'Est et en Afrique australe (PHAMESA) financé par l'Agence suédoise pour la coopération internationale au développement. Son objectif global est de contribuer à améliorer les normes du bien-être physique, mental et social des migrants et des populations concernées par la migration en Afrique orientale et australe,

afin qu'ils puissent mieux contribuer au développement social et économique de leurs communautés.

Distribué par APO (African Press Organization) pour Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Seychelles.

http://www.africa-newsroom.com/press/latelier-coioim-de-validation-de-la-strategie-regionale-migration-et-sante-aux-seychelles?lang=fr



L'atelier COI-OIM de validation de la stratégie régionale migration et santé aux Seychelles

18.04.2016

Les Seychelles accueillent les 20 et 21 avril l'atelier COI-OIM de validation de la stratégie régionale migration et santé, à l'hôtel Savoy, Beau-Vallon.

L'objectif de cet atelier est de permettre aux pays membres de la COI de valider la stratégie régionale migration et santé. L'atelier vise aussi à développer un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie à l'horizon 2018.

Y participeront les représentants des ministères des Affaires étrangères, de la Santé et de l'Intérieur des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles ainsi que de la Commission de l'océan Indien (COI) et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

La cérémonie d'ouverture verra la participation de hautes personnalités seychelloises ainsi que Dr Erick Ventura, directeur du projet PHAMESA du Bureau régional de l'OIM basé à Pretoria, M. Timon Van Lidth, chef du Bureau de l'OIM à Maurice et Mme Koulthoum Djamadar, chargée de mission de la COI.

L'Indianocéanie connaît actuellement une augmentation des flux migratoires qui, tout en apportant des avantages économiques, posent des défis dont celui de la santé des migrants. Plusieurs facteurs d'ordre structurel et individuel ont été notés comme influençant le bien-être des migrants (pauvreté, discrimination, barrières linguistique et culturelle, pratiques des migrants en matière de santé, séparation familiale…). A cela, il faut ajouter les conditions de précarité souvent rencontrées dans le pays d'accueil.

La COI et l'OIM travaillent avec les Etats membres (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et la France / Réunion en tant qu'observateur) en vue d'élaborer la première Stratégie régionale sur la migration et la santé. Cette stratégie vise à améliorer la gestion de la santé des migrants et des communautés touchées par la migration dans la région de l'océan Indien en dressant une liste des actions prioritaires à mener à bien d'ici 2018. Le projet de stratégie est centré sur le renforcement des capacités des Etats membres à mettre en place des actions fondées sur des éléments factuels en matière de migration et de santé ; sur la promotion de la disponibilité et de l'accès aux services de santé en faveur des migrants ; sur le renforcement de la coordination et des partenariats multisectoriels sur la migration et la santé ; et sur la défense de programmes nationaux et régionaux consacrés à la migration et à la santé.

Cette initiative s'inscrit dans le programme de Partenariat pour la santé et la mobilité en Afrique de l'Est et en Afrique australe (PHAMESA) financé par l'Agence suédoise pour la coopération internationale au développement. Son objectif global est de contribuer à améliorer les normes du bien-être physique, mental et social des migrants et des populations concernées par la migration en Afrique orientale et australe, afin qu'ils puissent mieux contribuer au développement social et économique de leurs communautés.

Seychelles NATION

Les représentants de la région discutent d'une stratégie migration et santé

21-April-2016



Professionnels de santé et des questions de migration, des décideurs et autres intéressés par ce sujet se réunissent depuis hier aux Seychelles pour un atelier de deux jours qu'ils espèrent aboutir à un plan d'action pour la mise en œuvre d'une stratégie migration et santé pour la région Océan Indien à l'horizon 2018.

L'idée de cette rencontre est le fruit d'un heureux et fructueux partenariat entre la Commission de l'Océan Indien (COI) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Ce partenariat a permis non seulement une réflexion partagée sur des sujets d'intérêts communs mais aussi une meilleure connaissance et compréhension mutuelle de ces sujets.

L'élargissement de ce partenariat à chacune de nos îles revêt une grande importance dans cette période particulière où nos sociétés sont confrontées à de nombreux défis. Mais face à ces défis, les moyens des différents pays restent modestes, dont la réflexion sur une stratégie qui vise à améliorer la gestion de la santé des migrants et des communautés touchées par la migration dans la région de l'Océan Indien.

La migration est un sujet très pertinent aujourd'hui, à un moment où plus de personnes se déplacent qu'à tout autre moment de l'histoire.

La région de l'Océan Indien connait un taux de migration élevé – que ce soit pour les travailleurs migrants opérant dans la construction, l'éducation, la pêche ou d'autres industries.

Avec la mondialisation, il faut s'attendre que la migration s'invite dans tous les débats mondiaux.

La question a déjà été cernée aux Seychelles aussi bien que dans l'Océan Indien.

En 2013, avec le soutien de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), un certain nombre de pays de la région y compris les Seychelles ont effectué des recherches sur la migration. Recherches qui ont abouti à la publication du profil de la migration dans nos pays respectifs.

La migration pose de nombreux défis dont des contraintes sur les systèmes de santé du pays d'accueil. En même temps, le bien-être des migrants ne peut être ignoré.

A savoir que nos stratégies et pratiques de santé actuels ont été conçues pour répondre aux besoins de la population locale, mais n'ont pas été mises en place pour couvrir également ceux d'une population migrante.

Par conséquent il est impératif de changer cette approche et d'avoir une nouvelle stratégie qui soit en mesure de mieux intégrer les migrants dans tous les systèmes de santé dont la raison d'être d'une telle rencontre..

Le directeur du Partenariat pour la Sante et la Mobilité en Afrique de l'Est et Australe (PHAMESA), le Docteur Erick Ventura a fait remarquer qu'une telle réunion souligne l'importance et l'engagement des pays à adresser ce sujet.

Pour sa part le responsable du bureau de l'OIM à Maurice M. Timon Van Lidth a mis l'accent sur les relations entre les droits des migrants et le droit de l'homme.

« Les migrants contribuent fondamentalement à la vie économique, sociale et culturelle de nos pays même si il y a certain nombre de défis », a-t-il fait ressortir.

Le but a-t-il souligné est de porter cette stratégie à un plus haut niveau soit ministériel dans chacun des pays pour que ça puisse débouche sur des actions et des résultants à courts, moyens et long termes aux bénéfices des migrants et des sociétés d'accueils qui sont nos pays.

C'était la Ministre seychelloise de la Santé Madame Mitcy Larue qui a donné le coup d'envoi des travaux de l'atelier.

Elle a souligné qu'aux Seychelles la majorité des migrants sont dans le pays légalement et ils ont donc accès aux services dont la santé qui sont à la porte des citoyens mais qu'il y a toujours une minorité qui sont associés à certains problèmes émergents tels la mauvaise hygiène de vie et les risques potentiels de l'introduction de maladies contagieuses entre autres. Mais elle a noté que les travailleurs migrants comptent 24% des 55 083 travailleurs de notre pays.

Elle dit espérer que l'issue de cet atelier aboutira sur le renforcement des capacités de nos pays à mettre en place des actions fondées sur des éléments factuels en matière de migration et de santé.

http://www.nation.sc/article.html?id=249167

Seychelles NATION

L'atelier COI-OIM de validation de la stratégie régionale migration et santé aux Seychelles

19-April-2016

Les Seychelles accueillent les 20 et 21 avril l'atelier COI-OIM de validation de la stratégie régionale migration et santé, à l'hôtel Savoy, Beau Vallon.

L'objectif de cet atelier est de permettre aux pays membres de la COI (Commission de l'Océan Indien) de valider la stratégie régionale migration et santé. L'atelier vise aussi à développer un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie à l'horizon 2018. Y participeront, les représentants des ministères des Affaires étrangères, de la Santé et de l'Intérieur des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles ainsi que de la COI et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

La cérémonie d'ouverture verra la participation de hautes personnalités seychelloises ainsi que Dr Erick Ventura, directeur du projet PHAMESA du Bureau régional de l'OIM basé à Pretoria, M. Timon Van Lidth, chef du Bureau de l'OIM à Maurice et Mme Koulthoum Djamadar, chargée de mission de la COI.

L'Indianocéanie connaît actuellement une augmentation des flux migratoires qui, tout en apportant des avantages économiques, posent des défis dont celui de la santé des migrants. Plusieurs facteurs d'ordre structurel et individuel ont été notés comme influençant le bien-être des migrants (pauvreté, discrimination, barrières linguistique et culturelle, pratiques des migrants en matière de santé, séparation familiale…). A cela, il faut ajouter les conditions de précarité souvent rencontrées dans le pays d'accueil.

La COI et l'OIM travaillent avec les Etats membres (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et la France / Réunion en tant qu'observateur) en vue d'élaborer la première Stratégie régionale sur la migration et la santé. Cette stratégie vise à améliorer la gestion de la santé des migrants et des communautés touchées par la migration dans la région de l'Océan Indien en dressant une liste des actions prioritaires à mener à bien d'ici 2018. Le projet de stratégie est centré sur le renforcement des capacités des Etats membres à mettre en place des actions fondées sur des éléments factuels en matière de migration et de santé ; sur la promotion de la disponibilité et de l'accès aux services de santé en faveur des migrants ; sur le renforcement de la coordination et des partenariats multisectoriels sur la migration et la santé ; et sur la défense de programmes nationaux et régionaux consacrés à la migration et à la santé.

Cette initiative s'inscrit dans le programme de Partenariat pour la santé et la mobilité en Afrique de l'Est et en Afrique australe (PHAMESA) financé par l'Agence suédoise pour la coopération internationale au développement. Son objectif global est de contribuer à améliorer les normes du bien-être physique, mental et social des migrants et des populations concernées par la migration en Afrique orientale et australe, afin qu'ils puissent mieux contribuer au développement social et économique de leurs communautés.

http://www.nation.sc/article.html?id=249134

Le Défi QUOTIDIEN

Epidémies

Le réchauffement climatique, un facteur d'expansion du Zika

Le virus Zika arrivera peut-être dès cet été en Europe et aux États-Unis. Mais pour les scientifiques, une chose est sûre : l'expansion de ce type de virus portés par des moustiques devrait encore s'accélérer avec le réchauffement climatique.

« *Le changement climatique a contribué à la propagation des moustiques* », souligne Moritz Kraemer, qui étudie, à l'université d'Oxford, la dynamique des maladies infectieuses véhiculées par deux espèces sous les feux de l'actualité. Ainsi l'*ædes ægypti* – le moustique de la fièvre jaune –, est, à ce stade, le principal vecteur de Zika. Ce virus, qui avait jusqu'ici peu fait parler de lui, s'est propagé au Brésil, en Colombie et dans les Caraïbes depuis fin 2014, générant des malformations chez les foetus et des troubles neurologiques sévères chez certains adultes.

Une deuxième espèce, l'*ædes albopictus* (le moustique tigre), venue d'Asie du sud-est, a colonisé le Sud de l'Europe en 20 ans, amenant dengue et chikungunya, qui peuvent entraîner de la fièvre, des maux de tête, des douleurs, et dans quelques cas, la mort. Or, des tests en laboratoire ont démontré que l'*albopictus* peut lui aussi porter le Zika. Le virus a d'ailleurs été retrouvé sur cette espèce en Afrique, au Gabon, notamment.

« *La menace est de voir le virus Zika en Europe l'été prochain* », estime Anna-Bella Failloux, virologue à l'Institut Pasteur. « *Nous avons déjà vu ce scénario se réaliser en 2010 avec la dengue et le chikungunya* », rappelle-t-elle à l'AFP depuis son laboratoire, tandis qu'un assistant pose des souris blanches endormies dans un aquarium rempli de moustiques affamés.

Le virus s'étend à de nouvelles zones quand un moustique est infecté par un être humain : par exemple « *quelqu'un passe des vacances en Amérique du sud, est piqué et infecté par Zika* », explique Mme Failloux. S'il rentre en Europe dans la semaine et est de nouveau piqué, cette fois par un *albopictus*, celui-ci peut se retrouver soudain vecteur.



L'ædes ægypti, appelé moustique de la fièvre jaune, est le principal vecteur du virus Zika.

REPRODUCTION ACCÉLÉRÉE

Et c'est là que le réchauffement climatique empire la situation, car le moustique devient plus rapidement contagieux sous l'effet de la chaleur après sa contamination : le virus, d'abord contenu dans son système digestif, remonte dans la salive de l'insecte plus rapidement, venant ainsi infecter l'être humain piqué. « *À des températures plus élevées, ce temps est raccourci* », accroissant le risque que le moustique transmette la maladie avant de mourir (*un moustique vit en moyenne une dizaine de jours ; NdlR*), explique Lyle Petersen, chercheur au centre nationale des maladies infectieuses de Fort Collins, au Colorado.

De la même manière, les moustiques se reproduisent en plus grand nombre, car le réchauffement accélère l'incubation des œufs : si la température de l'air passe de 25°C à 28°C, la durée est ramenée de deux semaines à dix jours. Et puis le virus lui-même prospère mieux quand il fait chaud.

Pour autant, le dérèglement du climat n'est pas le seul facteur d'essor de ces maladies, ni même le principal aujourd'hui, pointent les scientifiques. « *Cela compte, mais les échanges humains et commerciaux – en gros, la mondialisation – comptent encore plus* », analyse Hervé Zeller, responsable au Centre européen pour la prévention des maladies.

Alors, en l'absence de vaccin ou de remède, dans l'immédiat, le meilleur moyen de freiner l'expansion de ces maladies est d'éviter de se faire piquer, préconisent les experts, au moyen d'insecticides ou encore de moustiquaires. Des expériences sont aussi en cours, au Brésil et en Floride, avec des moustiques génétiquement modifiés.

Une stratégie consiste à lâcher des mâles stériles. Une autre est de « *favoriser l'immunité des femelles* » (les seules à piquer) contre ce virus qu'elles ne pourront donc pas transmettre, explique Mme Failloux. La chercheuse et ses confrères ont développé, en laboratoire, une femelle moustique tigre immunisée contre Zika. Mais à ce stade, elle n'est pas encore assez forte pour résister à la vie dans la nature, et finit par y mourir très vite.

Economie

Union des Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien: Changement de présidence

Détails
Catégorie : Economie
Publication : 21 avril 2016

La Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de La Réunion a accueilli les membres du Conseil exécutif de l'Union des Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIOI) pour une réunion de travail.

L'organisation régionale, qui rassemble les CCI l'Union des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, de La Réunion et des Seychelles dans le but de soutenir le développement des échanges économiques et commerciaux inter-îles, a renouvelé à cette occasion la composition de son bureau. C'est ainsi Isabelle Chevreuil, représentante de la CCI de Mayotte, qui a été élue présidente de l'organisation de coopération consulaire pour une année. « S'inscrire dans la continuité des actions engagées tout en se rapprochant des besoins concrets des opérateurs économiques de la région », telle est la priorité de Madame Chevreuil pour sa mandature.

L'UCCIOI, ombrelle du secteur privé régional, met actuellement en œuvre le Programme de renforcement des capacités commerciales (PRCC) dans l'océan Indien, financé par l'Agence française de développement pour un montant de 2.4 millions d'euros.

« Les services développés à travers le PRCC permettront aux CCI membres de mieux orienter les opérateurs dans leurs projets économiques et commerciaux régionaux et ainsi de faciliter l'émergence de partenariats pour l'exploitation des nombreuses opportunités qu'offrent le Grand océan Indien, au carrefour de l'Afrique et de l'Asie » souligne la Présidente.

Contact :

Direction de l'UCCIOI
http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=52750:union-des-chambres-de-commerce-et-d-industrie-de-l-ocean-indien-changement-de-presidence&catid=45&Itemid=110

Pêche

IOC-SmartFish value chain regional event in Mwanza

TV PLUS Madagascar



https://www.youtube.com/watch?v=_7a6QFM_aqU (aller à la minute 24 : 36) parue le 05 avril 2016

https://www.youtube.com/watch?v=_7a6QFM_aqU (aller à la minute 18:15) parue le 06 avril 2016

TBC Tanzania

https://www.youtube.com/watch?v=cIA2ipyS5p0, published on the 5th April 2016

https://www.youtube.com/watch?v=_KXwalkqtfs, published on the 6th April 2016

https://www.youtube.com/watch?v=gpFrbQPJGgE, published on the 7th April 2016

Témoignages

Surpêche : Greenpeace lance une expédition dans l'océan Indien

L'Esperanza face à Petit Navire

19 avril 2016

Greenpeace lance son navire, l'Esperanza, dans une expédition au cœur de l'océan Indien contre la surpêche et le n° 1 du thon en boîte, Thai Union, le groupe thaïlandais propriétaire de Petit Navire.



L'Esperanza en opération au large de Grand-Baie à Maurice (photo Greenpeace).

Alors que certains stocks de thon de l'océan Indien s'effondrent, tel que le thon albacore, Thai Union continue de contribuer à la surexploitation des océans, notamment par le prélèvement excessif de thons juvéniles et les prises accessoires d'espèces marines, telles que les requins. Cette expédition de six semaines va permettre à l'équipage de documenter les méthodes destructrices des bateaux.

90 % des espèces marines commerciales aujourd'hui surexploitées

La plupart des bateaux qui pêchent le thon tropical utilisent ce que l'on appelle des dispositifs de concentration de poissons (DCP). L'industrialisation de la pêche au thon tropical, celui qui se trouve dans nos boîtes de conserve, a entraîné la diminution de moitié de la plupart des stocks ! Aujourd'hui encore, ce sont des dizaines de milliers de DCP qui sont déployés en mer chaque année par les bateaux de pêche. De

l'aveu même des entreprises de pêche, environ 20 % des DCP sont perdus chaque année, abandonnés par leurs propriétaires. Ils s'échouent et polluent des récifs coralliens dans lesquels ils s'emmêlent et forment de nouveaux pièges pour les animaux marins.

Le pillage des océans

Une boîte de thon sur cinq vendues dans le monde est produite par Thai Union ou l'une de ses filiales, parmi lesquelles Petit Navire. Le leader français est l'un des plus mauvais élèves de la classe des marques présentes sur le marché français.

L'équipage de l'Esperanza a pour mission d'enquêter sur les méthodes destructrices des bateaux qui approvisionnent Thai Union, mais aussi de s'interposer sans violence face à ces pratiques de pêche non sélectives qui nuisent à la vie marine.

« Des centaines de milliers de personnes dans le monde ont déjà demandé à Thai Union de redresser la barre de ces pratiques destructrices. Si la multinationale a pris quelques mesures allant dans la bonne direction, ses timides engagements demeurent une goutte d'eau dans l'océan », souligne François Chartier, chargé de campagne Océan pour Greenpeace France à bord de l'Esperanza en ce moment.

Les entreprises ont tort de croire qu'elles peuvent piller les ressources de l'océan en toute impunité. Aujourd'hui, les consommateurs veulent avoir la certitude que le prix qu'ils paient pour leur boîte de thon n'est pas celui de la destruction des océans. « Si Thai Union et sa filiale française Petit Navire continuent de nous mener en bateau et de nous vendre du thon issu d'une pêche non durable, notre mouvement devra leur faire changer de cap en continuant d'agir sur terre mais aussi directement en mer », ajoute François Chartier.

http://www.temoignages.re/developpement/environnement/surpeche-greenpeace-lance-une-expedition-dans-l-ocean-indien,86033

Tourisme

Tourisme durable : Valorisation des us et coutumes de chaque région

21 AVRIL 2016

Ce sont des jeunes formés par le Club Mihary Madagascar en matière de tourisme durable.

C'est un nouveau produit touristique que le Club Mihary Madagascar veut promouvoir afin d'attirer des touristes à Madagascar.

Le Club Mihary Madagascar vient d'être créé l'an dernier. Il s'agit d'un groupement de jeunes pour le développement du tourisme durable à Madagascar. Pour ce faire, « *nous ciblons des jeunes issus des différentes régions de l'île et les prodiguons des formations de base en matière de tourisme durable. L'objectif étant la valorisation des us et coutumes de chaque région afin d'attirer des touristes aussi bien nationaux qu'étrangers* », a expliqué Jean Aurélien Razafindrakamia, le Coordonnateur national du Club Mihary Madagascar lors d'une rencontre avec la presse.

Développement. Pour l'heure, 110 jeunes ont déjà bénéficié de cette formation touristique. Ils sont répartis dans cinq régions, à savoir Vatovavy Fitovinany, Haute Matsiatra, Atsimo Atsinanana, Ihorombe et Nosy-Be. « *Ce module de formation leur permettra ensuite de maîtriser des activités touristiques dans leurs propres régions d'origine. Il s'agit notamment d'exploiter leurs cultures et traditions ainsi que leurs histoires au profit des visiteurs* », a-t-il rajouté. On peut citer, entre autres, la promotion de l'histoire d'un roi disparu, il y a longtemps et le « Tranoben'i Telotroky » qui est encore maintenu actuellement dans la région de Vatovavy Fitovinany. A Farafangana, l'histoire du « Nosy kely » où résident les pêcheurs traditionnels ainsi que les activités de transformation de leurs captures en poissons séchés, et ce, d'une manière artisanale, peut devenir également un produit touristique très attrayant. Il en est de même pour la visite des villages Bara à Ihorombe ainsi que la découverte du marché des Ampela. « *Ces activités de promotion contribuent non seulement à la création d'emplois pour les jeunes dans chaque région mais aussi au développement des communautés villageoises locales* », a enchaîné Jean Aurélien Razafindrakamia.

Environnement. Par ailleurs, le Club Mihary Madagascar envisage d'organiser une grande conférence touchant dix régions où il y a ses antennes, à savoir DIANA, Menabe, Atsimo Andrefana, Anosy, Haute Matsiatra, Atsimo Atsinanana, Vatovavy Fitovinany, Vakinankaratra et Nosy-Be. Cet événement aura lieu le 04 juin 2016. Le thème portera sur les « Jeunes œuvrant au développement du tourisme durable et la protection de l'environnement par rapport au changement climatique pour un développement durable ». En fait, «*le Club Mihary Madagascar s'attèle à la préservation de l'environnement étant donné que les activités touristiques en dépendent énormément. Entre-temps, nous allons participer au prochain Salon International du Tourisme de Madagascar dans le but d'exposer aux opérateurs qui veulent lancer nos produits* », a-t-il conclu.

Navalona R.

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2016/04/21/tourisme-durable-valorisation-des-us-et-coutumes-de-chaque-region/

Biodiversité

le Matinal

[BLANCHISSEMENT DES CORAUX]

Les acteurs de la région indianocéanique se mobilisent



Le blanchissement des coraux s'intensifie actuellement.

Le projet COI Biodiversité, financé par l'Union européenne, a pour objectif de renforcer les capacités à la fin des années 90, l'événement El Nino avait provoqué un blanchissement massif de 90 % des coraux aux Seychelles et de 50 % aux Comores. Ce phénomène de changement climatique s'intensifie actuellement, touchant en particulier les régions du Pacifique et de l'océan Indien, selon les prévisions de l'agence américaine National Oceanic et Atmospheric Administration (NOAA). Un séminaire aura lieu du 4 au 6 mai PROCHAIN à Université de Maurice sur la situation des coraux à Maurice.

Le blanchissement des coraux a déjà commencé à se manifester dans certains sites aux Comores, aux Seychelles, à Madagascar, en Tanzanie et au Kenya. La communauté des chercheurs sur les récifs a développé une stratégie pour y faire face. Avec l'appui de la Commission de l'océan Indien (COI), une feuille de route des activités 2015-2016 a été établie. Les membres du réseau régional avaient exprimés un besoin de formation en matière de blanchissement et de maladies des coraux

Dans le cadre de l'appui du réseau des acteurs du suivi de la santé des récifs coralliens dans l'océan Indien occidental, le projet soutient plusieurs activités dont une série d'ateliers de formation régionale et nationale sur le blanchissement et l'identification des maladies des coraux, aux Comores, à Zanzibar et à Maurice. Une conférence thématique sera également donnée par le professeur Jean Maharavo, à la faculté des sciences de l'Université des Comores.

L'intervenant est le directeur de recherché au Centre National de Recherches Océanographiques (CNRO) à Madagascar et expert en écologie des récifs coralliens. Enfin, Young reSearchers Organization (YSO) Madagascar mène actuellement une étude dans les Baies de Toliara et Ranobe afin d'évaluer l'état de santé des récifs coralliens durant la saison de l'événement El Nino afin, d'évaluer les sites et les espèces les plus affectés et le taux de mortalité par site. Les activités programmées présentent des intérêts à la fois écologiques, socio-économiques et politiques. En effet, une sensibilisation réussie sur le blanchissement des coraux devrait aider les décideurs à prendre les mesures adéquates face au changement climatique que subit actuellement la région océan Indien occidentale.

Le Matinal 21 avril 16

Infos, Interviews, Photos & Videos de l'Ile Maurice
Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

Blanchissement des coraux : les acteurs de la région indianocéanique se mobilisent

21/04/2016

La fin des années 1990, l'événement El Nino avait provoqué un blanchissement massif de 90% des coraux aux Seychelles et de 50% aux Comores.
Ce phénomène de changement climatique s'intensifie actuellement, touchant en particulier les régions du Pacifique et de l'océan Indien, selon les prévisions de l'agence américaine National Oceanic et Atmospheric Administration (NOAA).
Le blanchissement des coraux a déjà commencé à se manifester dans certains sites aux Comores, aux Seychelles, à Madagascar, en Tanzanie et au Kenya. La communauté des chercheurs sur les récifs a développé une stratégie pour y faire face.
Avec l'appui de la Commission de l'océan Indien (COI), une feuille de route des activités 2015-2016 a été établie. Les membres du réseau régional avaient exprimé un besoin de formation en matière de blanchissement et de maladies des coraux.
e projet COI Biodiversité, financé par l'Union européenne, a pour objectif de renforcer les capacités nationales et régionales en matière de gestion de la biodiversité et des écosystèmes côtiers, marins et insulaires afin de préserver les ressources pour contribuer à la réduction de la pauvreté.
Dans le cadre de l'appui du réseau des acteurs de suivi de la santé des récifs coralliens dans l'océan Indien occidental, le projet soutient plusieurs activités (cf section « Quand et où ? ») dont une série d'ateliers de formation régionale et nationale sur le blanchissement et l'identification des maladies des coraux, aux Comores, à Zanzibar et à Maurice.
Une conférence thématique y afférente sera également donnée par le professeur Jean Maharavo, à la faculté des sciences de l'Université des Comores. L'intervenant est Directeur de recherche au Centre National de Recherches Océanographiques (CNRO) à Madagascar et expert en écologie des récifs coralliens.
Enfin, Young reSearchers Organization (YSO) Madagascar mène actuellement une étude dans les Baies de Toliara et Ranobe afin d'évaluer l'état de santé des récifs coralliens durant la saison de l'événement El Nino pour évaluer les sites et les espèces les plus affectés et le taux de mortalité par site

http://www.maurice-info.mu/blanchissement-coraux-acteurs-de-region-indianoceanique-se-mobilisent.html

Développement durable

Seychelles contributes to enhancing World Bank's blue economy development framework

21-April-2016



Seychelles is leading the charge to ensure a coherent blue economy development framework for implementation of the sustainable development goals and action to achieve resilience against climate change.

Finance, Trade and the Blue Economy Minister Jean-Paul Adam shared Seychelles' experiences at a specially convened event on the Blue Economy Framework by the World Bank and underlined the opportunities created by the recently concluded debt swap agreement, as well as the prospects of mobilising additional resources from international capital markets through concepts such as a 'Blue Bond'.

He also emphasised the importance of mobilising additional resources for the development of the blue economy recognising the opportunity inherent within this concept for developing countries.

The International Monetary Fund (IMF) and World Bank group have used the spring meetings to further the discussion on ways to mobilise resources to better support countries in their blue economy efforts.

The spring meetings also focused on mobilising climate finance, particularly for those most vulnerable to climate change which include the small island developing states. During the meetings, discussions were also held among African island state countries to better make use of regional opportunities to develop the blue economy.

Seychelles also further pursued discussions in relation to implementing the Fisheries Industry Transparency Initiative which provides more information to governments, citizens and consumers about the governance around fisheries around the world.

"It is evident that for small island states such as Seychelles, sustainable economic development depends on diversifying our economy in such a way that maximises our strengths while also protecting our resources for future generations. The blue economy is central to these efforts and we call for more resources to be made available to specifically invest in this development challenge. We are encouraged that this has become a key part of the consideration of the Bretton Woods institutions and we look forward to further progress towards the sustainable development goals and reduction of climate vulnerability in line with the Paris agenda," Minister Adam remarked.

Seychelles also currently chairs the small states forum set up by the World Bank to better reflect the priorities of small states within the institution.

Minister Adam availed of the opportunity to further outline the priorities agreed in Lima, centred around better ensuring access to appropriate resources on the basis of vulnerability.

http://www.nation.sc/article.html?id=249168